

*Les subsides*

car il aurait négligé de faire valoir auprès du ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources l'importance réelle de cette affaire.

• (1240)

A Edmonton, d'après les résultats des derniers sondages, les conservateurs sont bons derniers, car ils refusent de s'engager en ce sens. Lors des audiences tenues par notre caucus à Edmonton, en Alberta, vers la mi-février, des groupes comme celui de l'*Independent Petroleum Association of Canada*, ont énormément protesté contre un deuxième aspect de la politique énergétique des conservateurs. Je songe à la décision de ces derniers de refuser l'octroi de la déduction pour épuisement gagné. L'IPAC a fait valoir lors de ces audiences que le gouvernement aurait dû prévoir dans le budget une déduction pour épuisement gagné—or rien n'a été prévu dans ce budget qui était en réalité un simple exposé financier. Le coût brut de cette mesure aurait été de 350 millions de dollars, mais son coût net aurait été de 60 millions de dollars. Le gouvernement aurait récupéré une bonne partie de cette dépense fiscale sous forme d'impôts sur le revenu et grâce à une réduction des prestations d'assurance-chômage et d'aide sociale. Également, si on avait accordé la déduction pour épuisement gagné, 2 000 puits de pétrole de plus auraient été forés cet été en Alberta et dans le bassin sédimentaire de l'Ouest et 20 000 emplois auraient été créés. Quand on pense qu'il aurait été possible de créer 20 000 emplois au coût net de 60 millions de dollars pour le gouvernement fédéral. Il est tout simplement inconcevable qu'un gouvernement soucieux de créer des emplois ait rejeté cette proposition, que lui avait soumise non seulement l'*Independent Petroleum Association of Canada*, mais aussi l'Association pétrolière du Canada et l'association des petits entrepreneurs en forage.

J'ai accueilli cette semaine à mon bureau un groupe de représentants des petites sociétés de forage et ils m'ont dit que, si la situation persistait, elle aurait des effets extrêmement dévastateurs. Comme l'a souligné dans son exposé l'*Independent Petroleum Association of Canada*, on prévoit des investissements de quelque 3 milliards de dollars cette année. Comparativement, ils ont été de 5,3 milliards l'an dernier et de 9,5 milliards en 1985. Quant au nombre de puits forés en Alberta et dans le bassin sédimentaire de l'Ouest, il baissera de 12 564 qu'il était en 1985 à moins de 5 400.

Il suffirait d'accorder la déduction pour épuisement gagné pour que le nombre de forages passe à 7 000 cette année. L'investissement dépasserait alors les 4 milliards de dollars et les mouvements de trésorerie se chiffreraient à 6,6 milliards de dollars. Également, la perte de réserves se limiterait à 48 p. 100. En vertu du régime actuel, celui qu'adopte le gouvernement pour l'année qui vient, selon le budget du ministre des Finances (M. Wilson), seulement 34 p. 100 des réserves seront remplacées.

Qu'est-ce que le gouvernement avait promis à l'occasion des dernières élections? Il avait promis des emplois et encore des emplois. L'ancienne ministre de l'Énergie parlait volontiers de centaines de milliers d'emplois. On n'a jamais pu lui faire dire s'il s'agissait de 100 000, de 200 000 ou de 300 000 emplois. Pourtant, qu'est-il arrivé? Des milliers de personnes ont perdu leur emploi et le budget ne contient aucun engagement de créer des emplois au cours de l'année qui vient.

Le nouveau ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources nous a proposé un programme entièrement différent de ce que le gouvernement a promis aux dernières élections. L'autosuffisance était une de ses promesses importantes mais le nouveau ministre a dit qu'il n'était pas réaliste d'essayer de l'atteindre actuellement. Il a déclaré aussi l'automne dernier que la création d'emplois n'était pas un facteur important dans la politique énergétique et qu'on n'empêcherait pas de grandes compagnies pétrolières multinationales américaines d'acheter des petites compagnies canadiennes en difficulté. La situation est extrêmement grave dans l'industrie pétrolière et la motion présentée à la Chambre demande qu'on y porte attention ainsi qu'à la situation dans l'agriculture.

Je veux parler de la situation agricole. Les conditions actuelles sont certainement les plus terribles et les plus incertaines que nous ayons connues depuis les années 30. Il y a deux semaines et demie, nous avons appris que le prix des céréales serait de 20 p. 100 inférieur à celui de l'année dernière. Quand on l'a annoncé à l'assemblée de la Fédération canadienne de l'agriculture qui se tenait à Hull, au Québec, le ministre d'État responsable de la Commission canadienne du blé (M. Mayer) était présent et il a dit qu'il n'était pas au courant. C'est incroyable que la Commission canadienne du blé annonce aux membres du comité consultatif et au public que le prix des céréales sera réduit de 20 p. 100 sans que le ministre le sache. L'affaire a été tirée au clair l'après-midi même parce que le ministre de l'Agriculture (M. Wise) a rencontré des agriculteurs de la Fédération de l'agriculture de l'Ontario et leur a dit clairement que la Commission canadienne du blé demandait que les prix soient réduits de 20 p. 100.

Cela signifie concrètement que le prix du blé de qualité n° 1 de la campagne agricole actuelle sera réduit de 130 \$ à 110 \$ ou peut-être même 105 \$ la tonne. Le prix des céréales fourragères n° 2 et n° 3 serait beaucoup plus bas.

Dans la motion que j'ai présentée la semaine dernière, nous demandions au gouvernement d'assurer des revenus au moins égaux à ceux de l'année dernière. Considérant que le prix initial serait peut-être inférieur de 20 p. 100, nous avons demandé au gouvernement d'assurer des revenus d'au moins 130 \$ la tonne avec les versements de stabilisation ou d'appoint. Le ministre a dit quelque chose de très intéressant dans le débat la semaine dernière. Il a cité sa déclaration du 5 mars lorsqu'il a rencontré les producteurs de céréales et qu'il a refusé de s'engager. Il l'a lue de façon à laisser entendre que les agriculteurs avaient dit qu'ils ne voulaient pas savoir comment on les aiderait. Il a consacré tout son discours à parler de paiements qui ne seraient pas fonction de la production et de choses semblables mais il n'a rien promis concernant l'aide financière qui serait offerte.

Vendredi dernier, j'ai eu la chance de rencontrer plusieurs producteurs de blé du Manitoba. Je leur ai dit que le ministre avait déclaré au cours du débat, la semaine dernière, que le gouvernement ne ménagerait aucun effort. Je leur ai demandé ce qui arriverait s'ils se présentaient à leurs banquiers en disant que le ministre leur a promis de ne ménager aucun effort pour les aider. Selon un agriculteur, s'il allait dire à son banquier que le ministre a déclaré ne vouloir ménager aucun effort et s'il lui donnait 65c., son banquier lui offrirait alors une tasse de café et non un prêt basé sur sa production.